



La méthode turque en Méditerranée L'emprise sur Chypre-Nord

Dorothee SCHMID
Yasmina DAHECH

► Points clés

- Le 20 juillet 2021, le président turc Recep Tayyip Erdogan a célébré avec son homologue chypriote turc Ersin Tatar le 47e anniversaire de l'intervention militaire turque à Chypre-Nord. Cette cérémonie acte le réinvestissement stratégique du dossier chypriote par la Turquie.
- Située au cœur du bassin levantin, en Méditerranée orientale, Chypre est un carrefour géostratégique dont l'importance renaît, au confluent de l'enjeu gazier et des tensions euro-turques.
- Prônant la division définitive de l'île, la Turquie consolide son emprise à Chypre-Nord en resserrant la coopération avec l'actuelle administration pro-turque, et par une série de faits accomplis territoriaux.
- La communauté internationale reste relativement passive face à cette dynamique, qui illustre l'efficacité de la politique étrangère turque post-Davutoglu.

INTRODUCTION

Le 20 juillet 2021, le président turc Recep Tayyip Erdoğan et son homologue chypriote turc Ersin Tatar ont célébré ensemble en grande pompe le 47^e anniversaire de « l'opération Attila » : l'intervention militaire de 1974 dans le nord de Chypre, qui a abouti à l'occupation de 37 % de l'île par l'armée turque. L'itinéraire du président turc a été cantonné dans la capitale divisée, Nicosie (Lefkosia en grec/Lefkoşa en turc) ; Erdoğan s'est exprimé dans l'enceinte du parlement nord-chypriote, où il a annoncé la construction d'un nouveau complexe institutionnel, qui ancrera davantage l'apparat du pouvoir turc. Ersin Tatar lançait à ses côtés la « seconde phase du plan d'expansion de Varosha », station balnéaire anciennement grecque (Maraş en turc) où les deux hommes s'étaient déjà rendus ensemble en novembre 2020. Le président turc a ensuite effectué la prière de l'Aïd al-Adha à la mosquée Hala Sultan, financée par la Turquie et inaugurée en 2018, et souhaité que ce jour spécial en Islam apporte la paix dans le monde.

Des dates clés, des symboles, des annonces : Tayyip Erdoğan diffuse sans relâche, avec un protocole désormais rodé, le message de la grandeur turque. Mais cette visite à Chypre revêt une signification particulière dans une perspective de long terme. Elle illustre le réinvestissement stratégique actuel du dossier chypriote par le Parti de la justice et du développement (AKP) après des années de désintérêt relatif. Et les vœux de paix du président contrastent avec les faits accomplis qui se succèdent : après avoir annoncé récemment l'installation d'une base de drones à Geçitkale (Lefkóniko en grec), à 30 kilomètres du grand port nord-chypriote de Famagouste (Gazimağusa en turc), Ankara appelle de nouveau à la partition définitive de l'île.

LA TURQUIE EN MÉDITERRANÉE : RÉCIT D'UNE DÉSINHIBITION

Le dossier chypriote prend son sens dans le contexte de tensions récurrentes apparues depuis quelques années en Méditerranée, où les avancées turques ont pris en défaut les puissances régionales et leurs parrains traditionnels : les États-Unis, la France, et même la Russie. La Méditerranée orientale a ainsi connu un été 2020 fort tendu, marqué par un affrontement diplomatique et un échange de discours martiaux entre la Turquie et l'Union européenne (UE). Après la demi-surprise de l'intervention militaire turque en Libye, les désaccords se sont cristallisés sur la délimitation des espaces maritimes, sur fond d'explorations gazières croisées. Les difficultés semblaient s'apaiser depuis quelques mois avec la Grèce et la France, engagées dans un vrai bras de fer avec la Turquie, mais voici que Recep Tayyip Erdoğan provoque de nouvelles perturbations sur Chypre, éternel sujet de tensions avec l'UE.

Quelle place tient la Méditerranée dans les projets de puissance d'une Turquie de plus en plus entreprenante ? Son statut a beaucoup évolué dans l'imaginaire historique des Turcs. Longtemps perçue comme un espace naturel de conquête, un « lac ottoman » où les sultans déployaient une flotte puissante et efficace, la défaite de l'Empire lors du premier conflit mondial a transformé la Méditerranée en un lieu menaçant. Après avoir chassé les troupes d'occupation – dont les Grecs et les Français – de son territoire, Atatürk a établi en 1923 les bases d'une République centrée sur l'*hinterland* anatolien et renonçant provisoirement à ses ambitions extérieures. L'*Akdeniz* (« mer blanche ») est alors théorisée comme un espace de stagnation économique et d'arriération culturelle¹. C'est un voisinage hanté par une conflictualité non maîtrisée, où se perpétuent des disputes territoriales avec la Grèce, puis Chypre, ou encore la Syrie – depuis le rattachement en 1939 à la Turquie du sandjak d'Alexandrette/Hatay.

Le syndrome d'évitement méditerranéen des Turcs a été dépassé par l'AKP, qui a réinvesti dès le début des années 2000 l'*Akdeniz* comme un lieu d'opportunités. Guidé par la doctrine Davutoğlu, qui assume le rôle d'État pivot de la Turquie, Ankara commence alors à considérer la Méditerranée comme un tremplin pour servir son ambition de puissance transformatrice. La Turquie veut devenir un leader régional par le *soft power* et remettre en cause l'équilibre des puissances classiques. Sa popularité dans le monde arabe la désigne, au moment des « printemps » de 2011, comme le modèle des révolutionnaires en quête de démocratie.

La multiplication des nouveaux conflits entraîne cependant la réconciliation des Turcs avec le *hard power* : la Turquie intervient militairement hors de ses frontières, plusieurs fois en Syrie, puis en Libye, et s'immisce dans d'autres guerres : à l'automne

2020, les drones turcs ont contribué à la victoire de l'Azerbaïdjan contre l'Arménie dans le conflit du Haut-Karabagh.

L'espace méditerranéen est ainsi devenu le laboratoire d'une politique extérieure turque qui renoue avec l'expansionnisme. La popularisation de la doctrine du *Mavi Vatan*,

la « patrie bleue² », qui conteste en première instance les frontières maritimes grecques et chypriotes, marque définitivement la renaissance d'un imaginaire turc conquérant en Méditerranée. Un accord de délimitation maritime conclu en novembre 2019 avec la Libye, empiétant sur les eaux grecques, a permis de boucler la boucle : la Turquie saisira toutes les opportunités de défendre sa place en Méditerranée. Dans ce contexte Chypre, si proche et déjà en partie occupée, est une emprise géopolitique essentielle.

La doctrine du *Mavi Vatan* marque la renaissance d'un imaginaire turc conquérant

1. J. Jabbour, « Le retour de la Turquie en Méditerranée : la « profondeur stratégique » turque en Méditerranée pré- et post-printemps arabe », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 89, 2014.

2. A. DenizEAU, « Mavi Vatan, la 'Patrie bleue' : Origines, influence et limites d'une doctrine ambitieuse pour la Turquie », *Études de l'Ifri*, Ifri, avril 2021.

LE POIDS STRATÉGIQUE DE CHYPRE

L'histoire de Chypre est depuis toujours au cœur des rivalités d'empires en Méditerranée orientale. Nœud commercial sous l'Antiquité, l'île a subi plusieurs tutelles, hellénique d'abord, ottomane à la fin du XVI^e siècle, britannique de 1878 jusqu'à l'indépendance en 1960. Après cette date, le Royaume-Uni y conserve deux bases militaires ; Londres doit aussi garantir, avec Athènes et Ankara, l'équilibre constitutionnel de l'île, et les « garants » peuvent intervenir militairement à cette fin. C'est la source juridique de l'opération Attila en 1974, après des années de tensions intercommunautaires entre la population grecque de l'île – à l'époque 80 % de la population initiale, et les Chypriotes turcs – une importante minorité de 20 %. Le 20 juillet, l'armée turque intervient au nord de Chypre en réaction au coup d'État de l'organisation paramilitaire chypriote grecque EOAKA, qui fait planer le risque d'une annexion de l'île à la Grèce. Ankara occupe – ou protège, dans la version turque de l'histoire, 37 % du territoire divisé en deux. L'Organisation des Nations unies (ONU) avait déployé dès 1964 une force de maintien de la paix le long d'une ligne verte destinée à séparer les communautés ; cette ligne marque désormais la limite avec zone occupée par l'armée turque au Nord.

Le sort de Chypre-Nord est depuis lors une question nationale turque. La République turque de Chypre-Nord (RTCN) a déclaré son indépendance en 1983 ; la Turquie n'est pas parvenue à la faire reconnaître (hormis brièvement par le Pakistan), et continue à porter à bout de bras, tout en l'isolant, ce qu'elle perçoit comme un embryon

d'État turc à l'extérieur du territoire anatolien. L'arrivée de l'AKP au pouvoir a changé pour un temps la doctrine officielle : la nouvelle équipe a soutenu le plan de réunification de l'île proposé par Kofi Annan en 2004, avant l'entrée de l'île dans l'UE, au moment Ankara où nourrissait aussi l'espoir d'adhérer à l'Union. Or les Chypriotes grecs ont voté contre la réunification, qui n'était pas une condition

pour leur adhésion à l'UE – et les Turcs rappellent aujourd'hui constamment ce point, considéré comme une erreur historique des Européens. L'imbroglio juridique qui en découle pèse constamment sur les relations entre l'UE et la Turquie, puisque celle-ci ne reconnaît pas l'existence de la République de Chypre, grecque, devenue membre à part entière de l'UE. La République de Chypre, souvent en tandem avec la Grèce, joue depuis lors dans l'UE un rôle de cerbère face à la Turquie, scrutant le moindre changement de positionnement stratégique turc. Le retour de l'AKP à la doctrine des deux États symbolise donc aussi l'état des tensions actuelles avec les Européens. La situation à Chypre revient sur l'agenda des conseils des Affaires étrangères à Bruxelles depuis deux ans, et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen répète que jamais la solution des deux États ne sera acceptée.

Le sort de Chypre est une question nationale turque

Le contentieux intègre aujourd'hui de nouveaux éléments. Les vastes découvertes de gaz dans le bassin levantin depuis 2009, dont le gisement Aphrodite dans les eaux chypriotes en 2011, ont changé la donne. Les pays riverains s'empresent de définir leur zone économique exclusive (ZEE) pour pouvoir exploiter les ressources naturelles. Chypre, carrefour insulaire dans ce nouveau jeu gazier, doit composer avec ses nombreux voisins : l'Égypte au sud, Israël et la bande de Gaza au sud-est, le Liban à l'est, la Syrie au nord-est, la Turquie au nord et la Grèce au nord-ouest. La Convention de Montego Bay de 1982 fixe des règles de délimitation précises pour les territoires maritimes, mais la Turquie, non-signataire, ne s'estime pas liée par des normes qui avantagent sur le papier la Grèce. Plus complexe encore, les Turcs, qui sont seuls à reconnaître la RTCN comme indépendante, réclament pour elle une ZEE à part entière.

Les conflits qui se multiplient sur le pourtour méditerranéen depuis 2011 font aussi monter la valeur stratégique du territoire chypriote. Le Royaume-Uni y dispose toujours de

Ankara appelle à abandonner toute idée de confédération pour l'île

deux bases militaires dont l'importance se renforce : Akrotiri (Royal Air Force) et Dhekalia (Royal Navy) servent d'appui pour le déploiement des troupes britanniques et américaines au Moyen-Orient (Irak, Syrie, Libye, Afghanistan). Elles accueillent aussi des stations d'écoutes dans le cadre du réseau Échelon, qui couvre l'est de la Méditerranée, le Proche-Orient et les Balkans. Or la Turquie annonce étudier désormais la possibilité d'ouvrir des bases turques au nord de Chypre, qui feraient face aux bases britanniques. Les annonces turques en ce sens laissent les alliés perplexes, sur fond de tiraillements persistants au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). La crise migratoire liée au conflit syrien renforce en outre la pression turque : la République chypriote grecque connaît aujourd'hui un afflux de réfugiés venus de Turquie, qui transitent par le nord de l'île. Les incidents se multiplient sur la ligne verte, à terre et en mer.

LA DYNAMIQUE DE L'EMPRISE TURQUE À CHYPRE-NORD

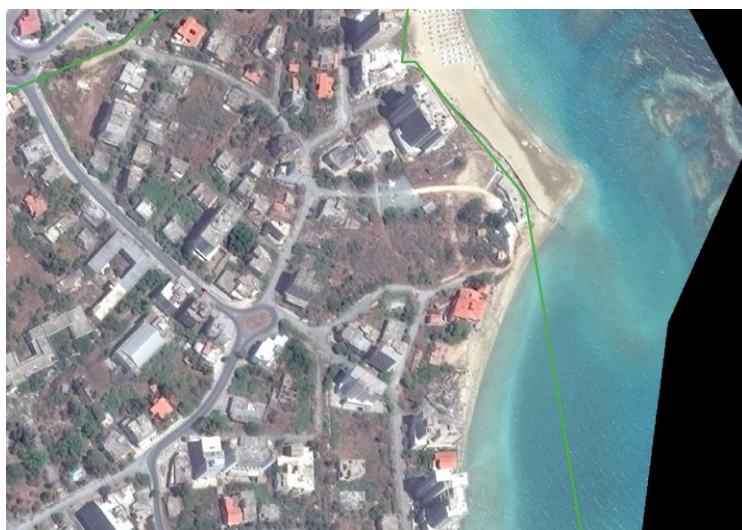
L'échec des derniers pourparlers inter-chypriotes, lors de la conférence informelle onusienne 5+1 à Genève en avril 2021, a apporté de l'eau au moulin turc : Ankara appelle à tirer les leçons de l'impuissance de la communauté internationale et à abandonner toute idée de confédération pour l'île. Alors que la pandémie de COVID-19 a accentué l'atmosphère de méfiance entre les communautés chypriotes grecque et turque, la position de la Turquie se précise progressivement sur le double plan des annonces et des faits accomplis : il s'agit maintenant à la fois de consolider une entité chypriote indépendante au nord, et de renforcer l'alliance de celle-ci avec la Turquie.

La dynamique territoriale de l'emprise turque peut être observée en plusieurs endroits

Le président sortant de la RTCN, Mustafa Akinci, affirme avoir subi des pressions de la Turquie lors de la présidentielle remportée en octobre 2020 par son rival Ersin Tatar. Les effets du parrainage d'Erdoğan pour Tatar restent discutés mais l'élection de ce pro-AKP, partisan affiché de l'alliance avec la Turquie, accélère le réchauffement des relations. La dépendance de la RTCN à l'égard de la Turquie est déjà flagrante sur le plan économique. La dynamique démographique de Chypre-Nord est également tributaire de l'implantation de colons turcs. La dynamique territoriale de l'emprise turque peut enfin être observée en plusieurs endroits.

Le sort de Varosha/Maraş, ville de l'agglomération de Famagouste anciennement habitée par des Chypriotes grecs forcés à l'exil, et fermée depuis la guerre par le gouvernement turc, est aujourd'hui au centre de vives tensions. En autorisant sa réouverture partielle et progressive depuis 2019, la Turquie semble déterminée à fixer sur le terrain la division de l'île, au profit des Chypriotes turcs. Les annonces récentes montrent l'intention de remettre Varosha en service pour en faire un moteur du tourisme à Chypre-Nord, dans un plan de développement économique sous perfusion turque. La rénovation des routes et la fréquentation des parkings de la station balnéaire démontrent déjà à ce jour une fréquence de visites en hausse, qui atteste d'une reprise progressive des activités.

La rénovation des routes à Varosha/Maraş



Juin 2019



Juin 2021

Source : Maxar. Images satellitaires fournies par Preligens dans le cadre d'un partenariat avec l'Ifri.

Évolution de la fréquentation des parkings de Varosha/Maraş



Juin 2019



Juin 2021 : en vert sur l'image, l'algorithme de Preligens a identifié des véhicules sur le parking

Source : Maxar. Images satellitaires fournies par Preligens dans le cadre d'un partenariat avec l'Ifri.

L'installation concomitante d'une base de drones à Geçitkale marque un autre jalon dans l'affirmation d'une emprise territoriale turque à Chypre-Nord. Tayyip Erdoğan devait inaugurer officiellement celle-ci lors de sa visite mais l'événement a été repoussé pour une raison inconnue. Les traces d'une telle implantation sont cependant déjà visibles sur le terrain. Sur ce qui ressemble encore à un aérodrome de campagne doivent à l'avenir être déployés des drones du modèle Bayraktar TB2, vantés par les Turcs comme le « meilleur avion-robot du monde ». Geçitkale est pour le moment sommairement équipé : un hangar, des conteneurs opérateurs de drones, quelques drones aléatoirement présents sur la piste. L'usage final de la base est encore assez mystérieux. Le discours officiel parle de drones d'observation destinés à accompagner les navires turcs d'exploration gazière, mais leur stationnement à Chypre élargit évidemment l'aire de surveillance possible pour la Turquie. Et surtout ces drones, lorsqu'ils sont armés, constituent l'équipement le plus en vue de l'armée turque actuellement. Leur efficacité démontrée sur les théâtres syrien et libyen, ainsi qu'au Karabagh, y compris face aux Pantsir russes, en a fait le symbole du renouveau de la puissance militaire turque – et de la compétitivité technique d'une industrie de défense qui progresse très rapidement. L'ambivalence concernant la vocation de Geçitkale inquiète donc les voisins de la Turquie, d'autant qu'à terme la presse turque évoque la possibilité d'en faire une vraie base aérienne susceptible d'accueillir des F-16 – sans concertation *a priori* avec l'OTAN.

Évolution de la présence turque à Geçitkale



Juillet 2019



Décembre 2019



Mai 2021

Source : Maxar. Images satellitaires fournies par Preligens dans le cadre d'un partenariat avec l'Ifri.

Enfin, l'hypothèse de l'installation d'une base navale turque à Chypre-Nord ressurgit régulièrement depuis 2018. Après des manœuvres russes en Méditerranée, des amiraux turcs à la retraite ont à l'époque évoqué l'importance vitale d'établir une base navale en RTCN ; un projet de « port logistique », destiné à répondre aux besoins des navires de guerre turcs opérant en Méditerranée orientale, a été présenté en juin 2019. Si des experts turcs se sont rendus à Chypre-Nord pour examiner *in situ* les différentes possibilités de développement d'infrastructures de ce type (à Famagouste/Gazimağusa et à Iskele, une ancienne base désaffectée et actuellement ensablée), il n'y a pour le moment pas trace d'avancée concrète en ce sens. On peut néanmoins observer la présence courante, dans le port de Famagouste/Gazimağusa, de navires militaires turcs d'attaque rapide de classe Kılıç.

Présence courante de bâtiments turcs à Famagouste/Gazimağusa



Mars 2019



Février 2020



Mai 2021

Navires d'attaque rapide « Kılıç-class » turcs observés à Famagouste.

Source : Google, Maxar Technologies. Images satellitaires fournies par Preligens dans le cadre d'un partenariat avec l'Ifri.

Ces signaux d'une présence turque accrue à Chypre-Nord inquiètent sérieusement les Chypriotes grecs. Le 16 juillet 2021, des tirs en provenance d'un navire turc, en direction de garde-côtes chypriotes en patrouille, ont été enregistrés près du port de Kato Pyrgos. La Turquie a démenti les faits. De tels incidents entretiennent un climat de tension élevée sur l'île même, mais la détermination de Recep Tayyip Erdoğan préoccupe aussi les puissances tierces.

CONSÉQUENCES INTERNATIONALES

Dans ce contexte très inflammable, la visite du président turc semble avoir été gérée de façon plutôt *low profile* : pas d'annonces de nouvelles découvertes gazières, pas de visite intempestive sur des sites controversés, une base de drone en attente d'inauguration. Mais les déclarations relatives au nouveau palais présidentiel et à la poursuite de l'ouverture de Varosha ont cependant irrité la communauté internationale, car elles consolident sur le mode du fait accompli l'option des deux États.

Le dossier chypriote est suivi par l'ONU depuis plus de 50 ans, et la visite de Tayyip Erdoğan coïncidait justement avec le renouvellement du mandat de la force de maintien de la paix présente à Chypre depuis 1964. La représentation chypriote a alerté l'ONU en amont sur le sort de Varosha, évoquant une « tentative de colonisation », et la diplomatie chypriote a pris langue ces dernières semaines avec tous les membres du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) pour anticiper une nouvelle crise.

Les 5 membres permanents du CSNU sont *a priori* tous opposés à la solution des deux États. Le type de relations bilatérales qu'ils entretiennent avec la Turquie introduit cependant des nuances. La France reste ferme face aux ambitions d'Erdoğan et envisage le

dossier chypriote comme une nouvelle déclinaison de ses visées impérialistes ; exerçant au mois de juillet la présidence du CSNU, elle considère comme naturel que le dossier « remonte » à l'ONU. Les États-Unis ont, quant à eux, récemment montré leur volonté de réintégrer pleinement la Turquie dans la communauté atlantique, et l'administration Biden cherche avec difficulté des points d'entente ; la sécurisation par l'armée turque de l'aéroport de Kaboul après le retrait des troupes américaines est un exemple des coopérations stratégiques espérées à l'avenir. Désireux de

préserver la présence controversée de leurs bases militaires à Chypre, les Britanniques s'alignent sur les Américains pour atténuer les tensions au sein de l'OTAN, proposant même leurs bons offices pour réconcilier les Turcs et les Européens ; ils cultivent par ailleurs depuis le Brexit leur relation spéciale avec la Turquie, jouant sur une prétendue similarité de situation vis-à-vis de l'UE. La Russie, qui a noué avec la Turquie une alliance de revers en Syrie, mais rencontre des complications sur d'autres terrains (Libye, Karabagh, Ukraine), adopte une approche plus transactionnelle qu'avant suivant les dossiers, et Chypre n'est pas dans ses priorités. La Chine enfin, non engagée à ce stade, se refuse à prendre parti en l'absence de crise avérée.

L'UE a manifesté sa colère face aux annonces turques, mais l'arsenal des sanctions disponibles est réduit, son usage suspendu à l'unanimité, et la majorité silencieuse des chefs de gouvernement européens a jusqu'ici plutôt évité la confrontation. Engagées pour défendre la souveraineté de Chypre, perçue comme une frontière européenne menacée, la Grèce et la France sont généralement en première ligne. Athènes intensifie sa coopération

Les 5 membres permanents
du CSNU sont *a priori* tous
opposés à la solution des deux
États

dans le domaine de la sécurité, mais Chypre en appelle aussi à la France face aux provocations turques : le ministère de la Défense et la Garde nationale chypriote ont annoncé leur intention d'acquérir un système français anti-drones. La Grèce et la France jouent donc aussi ici leurs intérêts nationaux, dans un nouveau « grand jeu » où la position britannique est à ce stade difficilement déchiffrable.

La Grèce et la France jouent donc aussi ici leurs intérêts nationaux

Au-delà du *forcing* sur les deux États, la perspective de l'installation de bases turques permanentes à Chypre-Nord remettrait en effet en cause les équilibres stratégiques régionaux.

Des puissances voisines sont également concernées : Israël et l'Égypte, qui ont des relations très tendues avec la Turquie, ne voient pas d'un bon œil le renforcement de sa présence militaire à Chypre. L'enjeu gazier persiste, des compagnies russe et israélienne étant engagées dans les projets d'exploration à Chypre. Un navire de recherche sismique français est actuellement en mission dans les eaux grecques.

CONCLUSION : LES PROGRÈS DE LA MÉTHODE TURQUE

Le dossier chypriote illustre parfaitement la nouvelle efficacité d'une politique étrangère turque post-Davutoğlu. Après le traumatisme du coup d'État de 2016, qui a ancré une méfiance durable envers les alliés, Erdoğan accélère le processus d'autonomisation de la Turquie. Sa boîte à outils combine désormais l'acquis du *soft power* – coopération économique et culturelle – et la menace du *hard power* – ancrage de la présence militaire et consolidation d'une capacité de projection. Il articule dans une dialectique bien rodée annonces tonitruantes (lors de sa visite à Chypre un « message de détermination » devait être « envoyé au monde entier ») et faits accomplis, parfois minimes mais gros de développements futurs. Il se dote également, en dupliquant des équipements existants, des moyens nécessaires pour exercer seul la puissance. Entre la multiplication des bases militaires à l'extérieur de ses frontières et le projet de doublage du Bosphore par le Kanal Istanbul, la Turquie continue de se dégager de ses partenariats passés, tout en maintenant l'ambiguïté sur ses intentions futures : coopération ou affrontement ?

Dorothee Schmid est chercheure et responsable du Programme Turquie/Moyen-Orient de l'Ifri. **Yasmina Dahech** est assistante de recherche pour le Programme Turquie/Moyen-Orient de l'Ifri.

Dorothee Schmid et Yasmina Dahech remercient Elisa Domingues Dos Santos pour sa relecture avisée.

Comment citer cette publication :

Dorothee Schmid et Yasmina Dahech « La méthode turque en Méditerranée : l'emprise sur Chypre-Nord », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 21 juillet 2021.

ISBN : 979-10-373-0391-2

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Ifri, 2021

Couverture : © Shutterstock/The Road Provides



27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org

